


Tribune : "Manuel Valls devrait nommer un secrétaire d'Etat au Grand Paris"

 Par Enfants du Grand Paris, publié le 07/04/2014 à 15:54

Pour le groupe de hauts fonctionnaires "Les enfants du Grand Paris", le projet de création d'une métropole comprenant Paris et sa petite couronne doit figurer parmi les priorités du nouveau Premier ministre. Ils militent pour que Manuel Valls nomme un secrétaire d'Etat entièrement dédié à sa mise en oeuvre.

Pour le groupe de hauts fonctionnaires "Les enfants du Grand Paris", le projet de création d'une métropole comprenant Paris et sa petite couronne doit figurer parmi les priorités du nouveau Premier ministre. Ils militent pour que Manuel Valls nomme un secrétaire d'Etat entièrement dédié à sa mise en oeuvre.

Monsieur le Premier ministre,

Premier ministre d'un gouvernement de combat engagé dans la lutte contre le chômage et élu d'Evry vous n'êtes, à ce double titre, pas indifférent à l'enjeu que représente le projet du Grand Paris.

Le Grand Paris représente en effet à la fois un plan de relance à court terme : 15 000 emplois par an pour les seules gares et tunnels du Grand Paris Express auxquels il faut ajouter les emplois générés par tous les autres projets de transport et par la construction de 70 000 nouveaux logements par an. Et à moyen terme le **Grand Paris** porte la promesse d'un "nouveau modèle français" changeant le regard sur nos banlieues en les mettant non plus dans la posture d'une charge boulet, qui appelle la générosité de la nation, mais comme le vrai vivier de la création de valeur et de l'attractivité de la métropole capitale de la France.

La région Ile-de-France c'est - faut-il le rappeler ? - un tiers du PIB de la France ! Sans le redressement de l'Ile-de-France, pas de redémarrage de la croissance et pas de baisse du chômage.

Le projet du Grand Paris a connu une phase de démarrage au cours de laquelle l'Etat a pris les rênes, en donnant la vision, le cap et en mettant en place les outils nécessaires pour l'atteindre. Etape rapide qui n'a pas été conduite sans heurts et sans susciter de violentes oppositions. Mais cette phase ne devait pas durer. Si on peut remporter une bataille à la hussarde, ce n'est pas ainsi qu'on gagne une guerre de tranchée.

A partir de 2010, l'Etat s'est donc mis en retrait, laissant les collectivités reprendre la main et s'approprier les enjeux. Cette bascule salutaire permet d'aboutir au consensus général qui a conforté le Grand Paris, du moins dans son volet transport.

Cette seconde étape montre toutefois ces limites aujourd'hui sur les trois principaux enjeux :

- La question institutionnelle a finalement aboutie à un outil désincarné qui n'était demandé par aucun élu territorial et qui ne résoud rien.
- La question conflictuelle du logement a été mise de côté ou minorée, et sans réponse forte à la crise du logement, pas de levier fort sur l'attractivité de la métropole capitale.
- Enfin parce que le volet transport lui-même est phagocyté par les vues contraires de la technostructure qui sacrifient l'investissement à l'affichage d'une vertu budgétaire en trompe-l'oeil.

Le Président Hollande avait laissé la main aux élus locaux pour redessiner la métropole mais ceux-ci échouent à dire clairement ce qu'ils veulent changer et surtout pourquoi ces changements sont nécessaires et quels effets ils doivent produire. Attendant l'expression des élus locaux, le gouvernement n'a pas fait l'effort de développer sa propre conviction.

Il est indispensable aujourd'hui de relancer la mécanique du Grand Paris avant qu'elle ne se grippe irrémédiablement. Il est indispensable que l'Etat assume son rôle dans le pilotage d'un grand projet d'intérêt national et pour cela la nomination d'un secrétaire d'Etat au Grand Paris serait un message mobilisateur. Encore plus mobilisateur serait le rattachement du secrétariat d'Etat au Grand Paris au ministère de l'Economie plutôt qu'à celui des transports, soulignant ainsi la dimension holistique du projet.

Ce secrétariat d'Etat disposerait des outils nécessaires pour agir avec force et efficacité (AFTRP, EPFIF, EPAs, SGP, ...). Il pourrait orienter vers plus d'efficacité et de performance de l'action publique les décrets importants qui doivent être pris prochainement. Il pourrait compter sur la mobilisation encore forte des acteurs économiques et des élus locaux. Les ingrédients du succès sont là : il ne manque finalement que l'expression de la volonté de l'Etat et d'un pilotage exigeant qui rappelle constamment que le Grand Paris est bien autre chose que quatre lignes nouvelles de métro.

Monsieur le Premier ministre, donnez au Grand Paris une place capitale !